

Deel 6. — Voorzitterschap

Art. 43. Wanneer de voorzitter een van de vertegenwoordigers van de autoriteit is als bedoeld in artikel 4, § 1, paragraaf 1, 3., van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, zit hij de vergaderingen voor die betrekking hebben op de uitoefening van de adviserende functie, zonder zich uit te spreken over de ter advies voorgelegde teksten en zonder deel te nemen aan de stemmingen.

De mededelingen worden ondertekend door de Algemeen bestuurder.

Deel 7. — Werkgroepen

Art. 44. De Algemene Raad kan een werkgroep instellen om op verzoek een ontwerpadvies, een ontwerpinitiatiefadvies of een ontwerpstudie op te stellen.

De Algemene Raad kan het vergaderschema vaststellen voor de werkgroepen die het opricht.

Bij wijze van pragmatische aanpak kan de Algemene Raad een voorlopig jaarlijks tijdschema vaststellen voor de vergaderingen van de werkgroepen die het besluit op te richten om op verzoek adviezen op te stellen.

Art. 45. De Algemene Raad bepaalt de samenstelling van de werkgroep die het opricht, en zorgt voor een evenwichtige vertegenwoordiging van elke categorie van vertegenwoordigers bedoeld in artikel 4, § 1, paragraaf 1 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

De vertegenwoordigers van de Autoriteit bedoeld in artikel 4, § 1, paragraaf 1, 3., van het Waals Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid maken geen deel uit van de werkgroepen.

Leden van de werkgroep (niet op naam) kunnen zich laten vergezellen of vervangen door een of meer leden van de organisatie waar ze vandaan komen.

De werkgroep kan deskundigen uitnodigen om bij te dragen aan haar werkzaamheden.

De werkgroep wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de administratie.

Art. 46. De werkgroepen zijn geen besluitorganen. Er wordt niet gestemd in de werkgroepen. Het resultaat van de werkzaamheden wordt meegedeeld met de Algemene Raad.

Deel 8. — Organisatie van de vergaderingen.

Art. 47. De adviserende functie is het onderwerp van specifieke vergaderingen van de Algemene Raad, los van de vergaderingen die aan andere taken zijn gewijd.

Voor deze specifieke vergaderingen worden specifieke oproepingen, specifieke agenda's en specifieke notulen opgesteld.

Deel 9. — Evaluatie van de uitoefening van de adviserende functie

Art. 48. De uitoefening van de adviserende functie door de Algemene Raad wordt minstens elke 5 jaar door deze Raad geëvalueerd.

In afwijking van paragraaf 1 vindt uiterlijk zes maanden nadat de Algemene Raad zijn adviserende taak is begonnen een eerste evaluatie plaats en vindt uiterlijk een jaar na de eerste evaluatie een tweede evaluatie plaats.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004315]

19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions du Code de la Fonction publique wallonne relatives aux membres du personnel scientifique ou exerçant des activités à caractère scientifique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu le rapport du 14 septembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2023 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 14 septembre 2023 ;

Vu le protocole de négociation n o 826 du Comité de secteur n o XVI, conclu le 13 octobre 2023 ;

Vu l'avis 74.732/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 novembre 2023, en application de l'article 84, § 1 er, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que certains membres du personnel statutaire et contractuel de niveau A ne bénéficient pas des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017 fixant le statut des agents scientifiques alors qu'ils exercent dans les faits, depuis au moins la veille de la date d'entrée en vigueur de cet arrêté, des activités scientifiques dans un service ou un organisme visé à l'annexe XVI du Code de la Fonction publique wallonne ;

Considérant qu'il convient de remédier à cette situation en réservant à ces membres un sort similaire au sort réservé au personnel scientifique en fonction le 31 juillet 2017 ;

Considérant par ailleurs l'admissibilité des services contractuels accomplis dans la fonction d'attaché scientifique principal avec l'échelle A6Sc pour le calcul de l'ancienneté requise pour être promu au grade de chargé de recherche avec l'échelle A5Sc ;

Considérant la nécessité d'adapter en conséquence les articles 292, 295, 300 et 301 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

Article 1^{er}. Dans l'article 292, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, remplacé par l'arrêté du 15 juin 2017, les mots « agent scientifique » sont remplacés par les mots « membre du personnel scientifique ».

Art. 2. Dans l'article 295, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 15 juin 2017 et modifié par l'arrêté du 2 septembre 2021, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le classement établi par le jury scientifique est valable, pour l'emploi concerné, jusqu'à l'établissement du classement suivant. ».

Art. 3. Dans l'article 300, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 15 juin 2017, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o compter une ancienneté scientifique telle que visée à l'article 292, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de onze ans dans le grade d'attaché scientifique principal; ».

Art. 4. Dans l'article 301, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 15 juin 2017, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o compter une ancienneté scientifique telle que visée à l'article 292, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de onze ans dans le grade d'attaché scientifique principal; ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions transitoires*

Art. 5. Sur la proposition du directeur général ou du fonctionnaire dirigeant sous l'autorité duquel le service ou l'organisme est placé, les membres du personnel statutaire du niveau A en fonction dans l'un des services ou organismes énumérés à l'annexe XIV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne qui exercent, au moins depuis le 31 juillet 2017, des activités scientifiques reconnues par le jury scientifique visé à l'article 294, § 2, sont nommés d'office au grade d'attaché scientifique principal.

La nomination produit ses effets le premier jour du mois qui suit un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 6. Les membres du personnel contractuel du niveau A, en fonction dans l'un des services ou organismes énumérés à l'annexe XIV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont reconnus comme membres du personnel scientifique contractuel s'ils y exercent, au moins depuis le 31 juillet 2017, des activités scientifiques reconnues par le jury scientifique visé à l'article 294, § 2, du même arrêté, sur la proposition du directeur général sous l'autorité duquel est placé le service ou, pour l'organisme, du fonctionnaire dirigeant.

Ils bénéficient du traitement qui découle de l'échelle de traitements A6Sc.

Le bénéfice de la présente disposition est accordé à partir du premier jour du mois qui suit un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. Les membres du personnel bénéficiaires de l'article 5 ou de l'article 6 du présent arrêté conservent au moins le traitement qu'ils avaient ou auraient obtenu dans l'échelle de traitements qu'ils quittent si ces dispositions ne leur avaient pas été appliquées.

Art. 8. La durée des activités scientifiques reconnues par le jury scientifique en exécution des articles 5 et 6 du présent arrêté est admise au titre de l'ancienneté scientifique visée à l'article 292, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 19 avril 2024.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/004315]

19. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung verschiedener Bestimmungen des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in Bezug auf die wissenschaftlichen Personalmitglieder oder die Mitglieder, die Tätigkeiten mit wissenschaftlichem Charakter ausüben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Berichts vom 14. September 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 13. Juli 2023 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. September 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 14. September 2023 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 13. Oktober 2023 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 826 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 22. November 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74.732/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass gewisse statutarisch oder vertraglich angestellte Personalmitglieder der Stufe A nicht in den Genuss der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017 zur Festlegung des Status der wissenschaftlichen Bediensteten gelangen, obwohl sie de facto mindestens seit dem Tag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses wissenschaftliche Tätigkeiten in einer der Dienststellen oder Einrichtungen ausüben, die in Anhang XVI des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes aufgeführt sind;

In der Erwägung, dass dieser Situation dadurch Abhilfe geschaffen werden sollte, dass diesen Mitgliedern eine ähnliche Behandlung zuteil wird wie dem wissenschaftlichen Personal, das am 31. Juli 2017 im Amt war;

In der Erwägung, dass zudem vertragliche Dienstleistungen, die in der Funktion eines wissenschaftlicher Hauptattachés mit der Gehaltstabelle A6Sc erbracht wurden, für die Berechnung des Dienstalters, das für die Beförderung in die Gehaltstabelle A5Sc erforderlich ist, in Betracht kommen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Artikel 292, 295, 300 und 301 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes dementsprechend anzupassen;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

Artikel 1 - In Artikel 292 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, ersetzt durch den Erlass vom 15. Juni 2017 wird die Wortfolge "wissenschaftlichen Bediensteten" durch die Wortfolge "wissenschaftlichen Personalmitglieder" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 295 § 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass vom 15. Juni 2017 und abgeändert durch den Erlass vom 2. September 2021, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Die vom wissenschaftlichen Prüfungsausschusses festgelegte Einstufung gilt für die betreffende Stelle, bis die nächste Einstufung festgelegt ist."

Art. 3 - In Artikel 300 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass vom 15. Juni 2017, erhält Ziffer 1 folgende Fassung:

"1° ein wissenschaftliches Dienstalter gemäß Artikel 292 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 von elf Jahren im Dienstgrad eines wissenschaftlichen Hauptattachés aufweisen;"

Art. 4 - In Artikel 301 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass vom 15. Juni 2017, erhält Ziffer 1 folgende Fassung:

"1° ein wissenschaftliches Dienstalter gemäß Artikel 292 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 von elf Jahren im Dienstgrad eines wissenschaftlichen Hauptattachés aufweisen;"

KAPITEL 2 — *Übergangsbestimmungen*

Art. 5 - Auf Vorschlag des Generaldirektors oder des leitenden Beamten, dem die Dienststelle oder Einrichtung untersteht, werden die statutarischen Personalmitglieder der Stufe A, die in einer der in Anhang XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes aufgeführten Dienststellen oder Einrichtungen tätig sind und die mindestens seit dem 31. Juli 2017 wissenschaftliche Tätigkeiten ausüben, die von dem wissenschaftlichen Prüfungsausschuss gemäß Artikel 294 § 2 anerkannt wurden, von Amts wegen im Dienstgrad eines wissenschaftlichen Hauptattachés ernannt.

Die Ernennung wird am ersten Tag des Monats wirksam, der auf eine Frist von sechs Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses folgt.

Art. 6 - Die Vertragspersonalmitglieder der Stufe A, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in einer der in Anhang XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes aufgeführten Dienststellen oder Einrichtungen tätig sind, werden auf Vorschlag des Generaldirektors, dem die Dienststelle untersteht oder - im Falle einer Einrichtung - des leitenden Beamten, als Mitglieder des wissenschaftlichen Vertragspersonals anerkannt, wenn sie dort mindestens seit dem 31. Juli 2017 wissenschaftliche Tätigkeiten ausüben, die von dem wissenschaftlichen Prüfungsausschuss gemäß Artikel 294 § 2 anerkannt wurden.

Ihnen wird das Gehalt gewährt, das sich aus der Gehaltstabelle A6Sc ergibt.

Der Vorteil vorliegender Bestimmung wird ab dem ersten Tag des Monats gewährt, der auf eine Frist von sechs Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses folgt.

Art. 7 - Personalmitglieder, die in den Genuss von Artikel 5 oder Artikel 6 des vorliegenden Erlasses gelangen, behalten mindestens das Gehalt, das sie in der Gehaltstabelle, aus der sie ausscheiden, erhalten haben oder erhalten hätten, wenn diese Bestimmungen nicht auf sie angewandt worden wären.

Art. 8 - Die Dauer der wissenschaftlichen Tätigkeiten, die von dem wissenschaftlichen Prüfungsausschuss gemäß den Artikeln 5 und 6 dieses Erlasses anerkannt werden, wird gemäß Artikel 292 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes als wissenschaftlichen Dienstalters zugelassen.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. April 2024

Für die Regierung,
Der Ministerpräsident,
E. DI RÜPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/004315]

19 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen van de Waalse Ambtenarencode met betrekking tot de leden van het wetenschappelijk personeel of de leden die activiteiten van wetenschappelijke aard uitoefenen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het rapport van 14 september 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 13 juli 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 september 2023;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 826 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 13 oktober 2023;

Gelet op advies 74.732/4 van de Raad van State, gegeven op 22 november 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat sommige statutaire en contractuele personeelsleden van niveau A niet in aanmerking komen voor de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017 tot vaststelling van het statuut van wetenschappelijke personeelsleden, hoewel zij wel degelijk wetenschappelijke activiteiten hebben uitgeoefend in een dienst of instelling bedoeld in bijlage XVI van de Waalse Ambtenarencode sinds ten minste de dag vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

Overwegende dat deze situatie moet worden rechtgezet door voor deze leden een soortgelijk lot te reserveren als voor het wetenschappelijk personeel dat op 31 juli 2017 in functie was;

Overwegende bovendien dat de contractuele diensten die zijn vervuld in de functie van eerstaanwendend wetenschappelijk attaché in de schaal A6Sc in aanmerking komen voor de berekening van de vereiste anciënniteit voor bevordering tot de rang van lasthebber voor onderzoek in de schaal A5Sc;

Overwegende dat de artikelen 292, 295, 300 en 301 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode dienovereenkomstig moeten worden aangepast;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Artikel 1. In artikel 292, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, vervangen bij het besluit van 15 juni 2017, worden de woorden "wetenschappelijk personeelslid" vervangen door de woorden "lid van het wetenschappelijk personeel".

Art. 2. In artikel 295, § 2, van het besluit, vervangen bij het besluit van 15 juni 2017 en gewijzigd bij het besluit van 2 september 2021, wordt lid 3 vervangen door de volgende tekst:

"De door de wetenschappelijke jury bepaalde rangschikking is geldig voor de betrokken betrekking totdat de volgende rangschikking is vastgesteld. "

Art. 3. In artikel 300, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 15 juni 2017 wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° een wetenschappelijke anciënniteit als bedoeld in artikel 292, § 1, eerste lid, 1°, van elf jaar tellen in de graad eerstaanwendend wetenschappelijk attaché;"

Art. 4. In artikel 301, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 15 juni 2017 wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° een wetenschappelijke anciënniteit als bedoeld in artikel 292, § 1, eerste lid, 1°, van elf jaar tellen in de graad van eerstaanwendend wetenschappelijk attaché;"

HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepalingen*

Art. 5. Op voorstel van de Directeur-Generaal of van de leidende ambtenaar onder wiens gezag de dienst of de instelling staat, worden de statutaire personeelsleden van niveau A die werkzaam zijn in een van de diensten of instellingen vermeld in bijlage XIV van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode en die ten minste sinds 31 juli 2017 wetenschappelijke werkzaamheden hebben verricht die erkend zijn door de wetenschappelijke jury bedoeld in artikel 294, § 2, ambtshalve benoemd in de graad van eerstaanwezend wetenschappelijk attaché.

De benoeming gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 6. De contractuele personeelsleden van niveau A die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit werkzaam zijn in een van de diensten of instellingen vermeld in bijlage XIV van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarenencode, worden erkend als contractuele wetenschappelijke personeelsleden als zij ten minste sinds 31 juli 2017 wetenschappelijke activiteiten hebben uitgeoefend die erkend zijn door de wetenschappelijke jury bedoeld in artikel 294, § 2, van hetzelfde besluit, op voorstel van de directeur-generaal onder wiens gezag de dienst is geplaatst of, voor de instelling, de leidende ambtenaar.

Zij krijgen de wedde die volgt uit de weddeschaal van A6Sc.

Het voordeel van deze bepaling gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 7. Personeelsleden die onder artikel 5 of artikel 6 van dit besluit vallen, behouden ten minste de wedde die zij hadden of zouden hebben gekregen in de weddeschaal die zij verlaten als deze bepalingen niet op hen waren toegepast.

Art. 8. De duur van de door de wetenschappelijke jury overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van dit besluit erkende wetenschappelijke activiteiten wordt erkend als wetenschappelijke anciënniteit als bedoeld in artikel 292, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 april 2024.

Voor de Regering;

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004329]

19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2024 portant répartition des conseillers provinciaux entre les districts électoraux en fonction des chiffres de population arrêtés à la date du 1^{er} janvier 2024

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L2212-6, tel que modifié par le décret du 1^{er} juin 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2024 établissant par province et par commune les chiffres de population au 1^{er} janvier 2024 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2024 portant répartition des conseillers provinciaux entre les districts électoraux en fonction des chiffres de population arrêtés à la date du 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant que la Province de Namur comprend désormais plus de 500 000 habitants et que le Conseil provincial doit alors être composé de 43 membres en vertu de l'article L2212-5, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2024 portant répartition des conseillers provinciaux entre les districts électoraux en fonction des chiffres de population arrêtés à la date du 1^{er} janvier 2024, l'annexe est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur lors du prochain renouvellement intégral des conseils provinciaux.

Art. 3. Le Ministre des Pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 avril 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON